

LE RISQUE NUCLÉAIRE À LA HAGUE

L'environnement n'est pas seulement admis comme un écrin dans lequel l'individu s'épanouit mais il est aussi le lieu perceptible et perçu d'où la menace peut surgir. Inquiétudes individuelles et collectives émergent alors. Cet environnement résolument pacifié au fil des siècles peut redevenir menaçant. Le développement industriel, lorsqu'il est considéré comme agressif, peut faire l'objet de tentatives de domestication réelles ou symboliques pour l'ajuster à la société où les catégories les plus fragiles de la population font souvent les frais de l'installation technique à qui ils fournissent ses servants.

L'archéologie industrielle montre combien les anciens sites industriels ont modelé et imprégné des territoires parfois irrémédiablement marqués, et travaille à la sauvegarde des empreintes de ce passé pour le muséifier. L'actualité convoque parfois une réalité violente comme l'exemple récent de pollution environnementale non accidentelle sur le site de MétalEurope. L'absence d'événement brutal, d'accident originel souligne dans ce type de crise combien l'activité industrielle est enchâssée dans le social local. La fermeture du site de production, les manifestations publiques des personnels et des habitants mettent en lumière les conséquences de l'activité industrielle sur les populations et sur son environnement. La rupture du contrat social qui liait l'industriel à la population montre combien la vulnérabilité de la population est soumise à l'acceptation du risque avec lequel cette dernière a été et est amenée à composer.

La perception sociale du risque industriel est faite d'un curieux amalgame où l'histoire, l'économie et le politique se mêlent aux crises de confiance, aux évaluations sanitaires dissemblables, qu'elles soient construites par les industriels, les scientifiques, les élus, les salariés ou la population. Dans le cas des installations nucléaires sises à La Hague dans le département de la Manche, les polémiques ont été largement médiatisées, mais les réactions des populations locales en prise réelle avec le danger restent peu connues.

Un changement culturel

Une part de la société civile du Nord-Cotentin participe au processus actuellement non réflexif du productivisme. C'est à cette population, à la fin de années cinquante et sous l'impulsion du Général de Gaulle qu'a été imposée¹, sous le

prétexte d'une éventuelle défaillance des usines de Marcoule, la construction de l'actuel complexe industriel de retraitement nucléaire. Un centre de stockage, en surface, de déchets radioactifs, géré par l'ANDRA² et la centrale nucléaire de Flamanville³ par la suite sont venus compléter le panorama industriel où, à l'arsenal militaire de Cherbourg, était en construction le premier sous-marin français à propulsion nucléaire. Bon gré, mal gré, ces nouvelles activités ont réduit le décalage qu'enregistrait un département profondément rural avec une société française industrielle. À la déprise économique croissante de populations locales, les autorités ont proposé, en faisant venir les usines à la campagne, le passage d'un univers social traditionnel et rural à un nouveau monde moderne et industriel.

Ce changement peut être rapproché d'une forme de transgression tant l'écart est grand entre les pratiques paysannes et les usages et les codes utilisés dans une industrie nucléaire considérée comme le lieu de réalisation d'une élite prolétarienne portant haut ses couleurs, ses spécificités et ses particularismes. De champions de la production laitière, les habitants sont devenus les conquérants de la filière nucléaire. D'autant que travailler dans le nucléaire, ce n'est pas « faire n'importe quoi », explique un technicien. Mais si

1. Maugé Rémi, « Atomes crochus ou comment La Hague a scellé son destin au nucléaire », *France 3 Normandie*, janvier 2000.

2. Centre de stockage depuis 1969, géré par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, créée en 1979 d'où lui vient son nom. Une polémique récente relative à l'autorisation administrative de fermeture du centre de stockage a conduit les écologistes et l'ANDRA devant la Cour d'Appel de Caen qui, en 1996, en dernier jugement, a autorisé la fermeture du site malgré de nombreuses réserves. Il a été constaté que le centre de stockage ne présente pas toutes les garanties d'étanchéité requises, qu'il existe de nombreuses irrégularités quant aux conditionnements des produits radioactifs autorisés, à la présence de produits radioactifs prohibés dans cette configuration de stockage, à l'entreposage interdit d'éléments chimiques qui peuvent se combiner entre eux. En décembre 2001, des fuites de produits confinés ont été détectées sur le site.

3. Électricité de France détient, jusqu'en 2001, le monopole de la distribution de l'électricité en France, pas celui de la production. Actuellement, EDF gère l'ensemble du parc des centrales nucléaires françaises.



Vue générale de l'usine de traitement des combustibles usés de COGEMA-La Hague, Cherbourg, France.

ces techniciens revendiquent statutairement leurs qualifications et leurs compétences spécifiques, d'autres commentateurs les stigmatisent plus violemment.

Ces derniers sont ceux qui se considèrent individuellement ou collectivement comme exposés aux opérations de production qui, filles du progrès et de la science, apporteraient menaces et dangers. C'est une nouvelle forme de vulnérabilité qui surgit sous ce sentiment et cette position de fragilité, exprimés ou non, face au développement technologique et économique d'un nucléaire localement omniprésent.

Le nucléaire est partout. Il apparaît sous de nombreuses configurations : risque de contamination et d'irradiation physique mais aussi infiltration dans tous les pores de la société locale qui est devenue, noyautée sans plus de résistance, une société nucléaire. En effet, si le nucléaire est une menace physique, il assure l'emploi de nombre d'habitants et parmi eux, fort logiquement, des élus. Le nucléaire permet de revivifier des villages exposés au risque de l'exode rural, via les transferts de taxes, le financement d'installations, de l'entretien du réseau d'épuration ou d'équipements urbains plus visibles comme des salles de sports ou des éclairages publics. Ces investissements prennent souvent l'aspect d'action de *marketing* indirect et permettent à l'industrie d'acquiescer une innocence, confortée par le subventionnement d'associations sportives, d'actions culturelles, qui la purifient de quelques scories historico-politiques.

Une dégradation sociale

Mais malgré ses efforts, l'omniprésence nucléaire est toujours et partout accompagnée de son corollaire, la vulnérabilité sociale. La submersion nucléaire ne concerne pas seulement la dimension « risques technologiques et environnementaux » mais aussi celle des « risques socio-économiques ». Il est alors nécessaire de repenser l'industrie

nucléaire non seulement à la hauteur de la menace écologique mais aussi à celle de *la dégradation sociale* qu'elle provoque au quotidien.

Nous ne reviendrons pas ici sur le discours écologique des tenants ou des opposants à l'industrie nucléaire. Il ne s'agit évidemment pas de considérer qu'il existe un état idéal ou encore moyen dont il faut évaluer le degré de déchéance mais plus de recueillir, dans toute l'épaisseur du social, les conséquences quotidiennes du nucléaire sur l'existence sociale. Cette dégradation sociale, qui atteste de l'exposition de la population au risque et à la vulnérabilité, est la marque de la carence de possibles et de la puissance des certitudes. Avec l'approche socioanthropologique, il est possible de souligner l'orientation générale qui consiste à désocialiser le risque nucléaire pour le naturaliser. Comme l'a illustré, involontairement, G. Charpak, prix Nobel de physique, dans la période polémique suivant la publication des études de J.-F. Viel (Pobel D., Viel J.-F., 1997) sur la survenue de leucémie à La Hague, prendre la mesure de la radioactivité naturelle d'un pavé de granit pour traiter du rapport et de l'exposition des sociétés au risque nucléaire, c'est nier l'origine politique de ces risques.

En 1999, le groupe industriel AREVA-COGEMA lance une campagne publicitaire dont le slogan central est : « Y a-t-il une vie autre que nucléaire à La Hague ? ». Ce slogan est le symptôme d'une société locale contrôlée par l'industrie nucléaire : plus de 95 % de la taxe professionnelle perçue par le Conseil général provient du nucléaire ou encore, le 1^{er} avril 1997, la direction de la COGEMA convoque, pour analyser l'avenir du territoire, 48 élus locaux, dont le conseiller général de La Hague qui sont tous salariés de l'entreprise.

Cette capacité à convoquer des élus indique la propension de l'industriel à influencer la démocratie locale en diffusant ses informations à des interlocuteurs transformés en ses propres mandataires. Les orientations en matière d'urbanisa-

tion dans la région sont conformes aux aspirations de l'industrie nucléaire. Cette relation est légitimée par le souci du développement économique. En retour, la communauté urbaine de Cherbourg obtenait, à la fin des années quatre-vingt-dix, près de neuf millions de francs pour héberger quelque trois cents salariés de la COGEMA.

L'harmonie entre élus locaux et industriels a un coût. D'après une étude (Bocéno L. *et al.*, 2003), restituée en 2003, les élus locaux et les maires sont considérés, par moins de 10 % de la population locale, comme des acteurs légitimes pour rendre compte de l'information, lorsqu'il s'agit du nucléaire. 50 % de la population locale considèrent que « les élus locaux ménagent trop les intérêts des industriels du nucléaire au détriment de la sécurité de la population ». Cette affirmation est d'autant plus fortement soutenue que l'on s'éloigne des installations nucléaires, que ce soit les usines de



Le port de Saint-Vaast-La Hague.

retraitement ou la centrale. Plus les enquêtés sont proches géographiquement des installations nucléaires, moins ils estiment que les industriels sont ménagés par des élus qu'ils légitiment et auxquels ils accordent leur confiance. Dans le même esprit, les riverains des installations nucléaires considèrent, à plus de 40 %, que la vérité leur est dite au sujet de l'industrie nucléaire. Ils émettent des doutes plus importants lorsqu'il s'agit d'industrie chimique, relativement absente dans la région ; alors seulement un peu plus de 10 % de ces riverains font confiance aux informations diffusées.

Cette détérioration de l'action politique au profit de l'industriel s'inscrit sur un territoire, pratiquement et symboliquement, investi par le nucléaire. Les habitants, dans l'état des connaissances et des informations qu'ils ont, sont amenés à évaluer la part entre les avantages et les inconvénients. Près de 50 % des habitants du canton où sont implantés les usines de retraitement et le Centre de stockage de déchets nucléaires considèrent que les avantages de ce voisinage sont supérieurs aux inconvénients. Pour un autre canton, celui où est installée la centrale nucléaire d'EDF, la perception d'avantages est équilibrée par celle des inconvénients. La perception des désavantages liés à la centrale souffre de la mémoire et de l'expérience de Tchernobyl où le cœur d'un réacteur a explosé.

Cette stigmatisation de la centrale est bien spécifique car, tant chez professionnels que chez les riverains, il est couramment admis que les usines de retraitement ne peuvent exploser⁴ et donc menacer l'environnement.

Les deux cantons identifiés à l'industrie nucléaire présentent la particularité d'avoir des habitants qui accordent globalement une très grande confiance aux industriels, aux personnels des installations et à leurs représentations syndicales. Il s'agit de se faire confiance à soi-même ou du moins aux proches, à sa famille ou à ses voisins. C'est une affaire d'entre soi, une affaire locale. Les médias et le public extérieur, les horsains, sont considérés dans un rapport d'adversité. C'est de l'extérieur que vient le danger et comme l'a déjà souligné F. Zonabend (1989), l'« usine » n'est une menace que lorsqu'elle est assimilée au territoire de La Hague. Le « pays », territoire ancestral, est alors contaminé par la symbolique industrielle. Il faut donc avoir recours à des pratiques de purification. C'est ainsi que la production locale de beurre sous désignation « de La Hague » est escamotée sous l'appellation « du Val-de-Saire » et que les homards pêchés au large de la presqu'île se bretonnissent pour accéder aux marchés nationaux et internationaux.

De l'Affaire Viel à la crise de La Hague

Avec l'« Affaire Viel », du nom du médecin qui a engagé des recherches sur les effets du nucléaire sur la santé de la population locale, le préjudice porté à l'image de La Hague, territoire symboliquement investi, est tel que des élus locaux se trouvent dans l'obligation de chercher l'appui d'écrivains pour chanter une « Déclaration d'amour au Cotentin ». Certains veulent dédier le territoire au nucléaire comme d'autres élus l'ont fait avec les volcans. D'ailleurs la visite des usines de retraitement est un franc succès auprès des touristes. Un habitant interrogé nous précise que « c'est plus intéressant que le Mont-Saint-Michel ».

La vigueur des convictions des tenants du nucléaire, couplée à l'insuffisance et la restriction d'un imaginaire politique local inféodé aux orientations nationales, ne laisse aux élus locaux que la pratique gestionnaire d'une vie sociale qu'ils ne peuvent réaliser qu'avec les subsides de l'industrie. Cette dégradation du régime politique est un des aspects de la vulnérabilité à laquelle est exposée la population.

Il n'est plus question, après la publication des recherches dirigées par J.-F. Viel, de négliger le risque nucléaire. Jean-François Viel est professeur de santé publique à la faculté de médecine de Besançon. Chercheur universitaire, il trouve un financement auprès de l'INSERM afin de mener des études dans le Nord-Cotentin et plus particulièrement sur les cantons environnant La Hague. Son objectif est simple : il s'agit d'étu-

4. Pour des raisons de date, les résultats présentés ne tiennent que peu compte de l'effet « 11 septembre » et du scénario, proposé par WISE-Paris et largement médiatisé, de la chute d'un avion de ligne sur les installations nucléaires des usines de La Hague et sur le centre de stockage de déchets. Ces espaces industriels civils ont d'ailleurs un temps été « remilitarisés » car protégés par des militaires équipés de batteries de missiles anti-aériens.

dier les cas de leucémie chez les enfants de la région. Ses motivations sont aussi élémentaires : depuis 1984, en Grande-Bretagne, autour de Windscale, une usine identique à celle de La Hague, les chercheurs étudient les leucémies chez les enfants et une polémique scientifique importante agite les milieux de l'épidémiologie britannique sur les causes de la survenue de leucémies. Aucune étude ne traite ce sujet en France sur le même type de site. J.-F. Viel se propose de mener cette première française autour des usines de La Hague.

Après plusieurs années de travail, une revue britannique publie les résultats de l'étude (Pobel D., Viel J.-F., 1997). Ils font apparaître une relation entre quelques pratiques sociales et la survenue de leucémie chez les enfants de la région. J.-F. Viel avait par ailleurs déjà montré que, dans cette région, le nombre de cas avérés de leucémie était supérieur aux projections statistiques⁵. Mais plus que les résultats chiffrés, c'est l'atteinte à l'identité du Cotentin qui est insupportable pour nombre de responsables locaux. Les promenades sur les plages de la région et la consommation de fruits de mer locaux pourraient être mis en relation avec la survenue de leucémies ! L'implantation de l'industrie nucléaire dans toute l'épaisseur du social est telle que la mise en évidence d'une corrélation provoque des réactions outrancières et radicales paradoxales (Viel J.-F., 1998).

La mise à nu de la société civile

Derrière les querelles scientifiques autour du nucléaire, notre pratique du terrain nous engage à penser que s'il faut retenir un élément à ce sujet, c'est l'émergence de nouveaux acteurs qui s'approprient la problématique du risque nucléaire. En effet, les responsables politiques, les experts et

autres scientifiques ne sont plus les seuls intervenants dans la gestion de la crise de La Hague. La société civile, à l'exemple du « Collectif des mères en colère » constitué au lendemain de l'« Affaire Viel » pour La Hague, revendique le droit à la parole dans un débat qui voit le plus souvent s'affronter les « anti » et les « pro ». C'est une forme de resocialisation de la controverse qui dépasse le schéma classique de la représentation politique par délégation. Cette démarche semble s'inscrire dans un « vivre ici et maintenant » statique réductible au rapport entre avantages/désavantages pourtant, elle pose au centre de la problématique du risque nucléaire, l'énigme de l'avenir des sociétés.

Le sentiment de vulnérabilité qui traverse le territoire de La Hague nous amène à considérer que nous ne sommes plus dans l'ère des sociétés industrielles. L'augmentation de la puissance et de l'efficacité de l'innovation techno-scientifique provoque, et fait entrer en résonance avec elle-même, une dégradation sociale et politique qui fait des signes de fragilité des impulsions à l'approfondissement de la crise. Face à cette situation, la société civile tente de resocialiser le risque en s'invitant chez les experts pour dépasser leur vision rationnelle et calculatoire, déshumanisée du risque ; tenue à l'écart de la dimension économique et de la décision politique locale, elle peut jouer sur le facteur santé et sur le risque démographique pour affirmer de nouvelles exigences quant à l'avenir de la société locale.

Laurent Bocéno

RÉFÉRENCES

Bocéno L., Glatron S., Grandazzi G., Lalo A., Lemarchand F., (2003), *De l'information du public à la gestion concertée des risques*, programme de recherche « Évaluation et prise en compte des risques naturels et technologiques ».

Pobel D., Viel J.-F., (1997), « Case-control study of leukaemia among young people near La Hague nuclear reprocessing plant :

the environmental hypothesis revisited », *British Medical Journal*, 11 January, vol. 314, pp. 101-106.

Viel J.-F., (1998), *La santé publique atomisée. Radioactivité et leucémies : les leçons de La Hague*, Paris, La Découverte.

Zonabend F., (1989), *La presqu'île au nucléaire*, Paris, Odile Jacob.

Laurent Bocéno est chercheur au laboratoire d'analyse socio-anthropologique du risque (LASAR) et enseigne à l'université de Caen. Il termine une thèse de sociologie sur l'imaginaire des pathologies. Ses recherches portent principalement sur les conséquences de Tchernobyl dans les zones contaminées du Bélarus. Parmi ses dernières publications sur le sujet « Vivre en zone contaminée ou les paradoxes de la gestion du risque », in Goujon A., Lallemand J.-C., Symaniec V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 2001 (en coll. Avec Dupont Y., Grandazzi G., Lemarchand F.), pp. 307-335 ; « Habiter à La Hague », in Juan S., Le Gall D. (dir.), *Conditions de vie. Chroniques d'une autre France*, Paris, l'Harmattan, 2002, pp. 59-72.

< Lboceno@aol.com >